

Baisse de 27% des importations, flambée des prix pour l'occasion et le neuf

Le marché de l'automobile en pleine mutation

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3651 - Mardi 25 août 2015 - Prix : 10 DA

AADL 2001

119 indus souscripteurs démasqués

Page 4



La majorité des crèches fermées au mois d'août

Un souci pour les parents

Page 2

Nouvelles du ciel

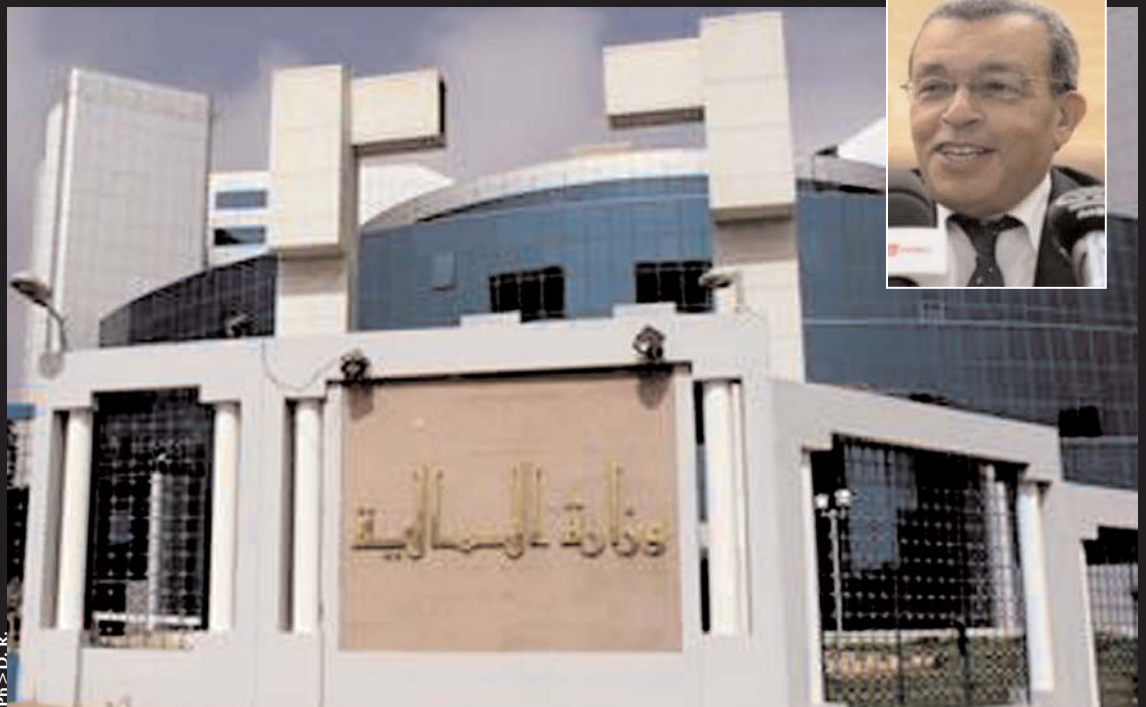
Par Mohamed Habili

Le mois d'août est traditionnellement le mois où l'activité en général est au plus bas dans un pays chaud comme le nôtre. Le principal souci de tout un chacun consiste alors, du moins pour l'essentiel, à se protéger de la chaleur, qui en effet peut être insupportable. En fait, un mois d'août qui ne ménage pas des jours de franche et impitoyable canicule, qui ressemblerait pour sa clémence non pas tant à juillet, mois presque tout aussi brûlant, mais à juin, c'est rare dans la vie d'un Algérien. Il n'existe pas de mois équivalent, mais pour une raison opposée, en hiver, du moins pour ce qui est de la température, car sous d'autres aspects, pour les intempéries par exemple, et surtout les dégâts qu'elles occasionnent, c'est une tout autre histoire. On craint l'été pour ses grosses chaleurs et sa touffeur, mais on craint l'hiver pour ses sautes d'humeur extrêmes, ses pluies diluviennes ou ses coups de vent rageurs et destructeurs. Non pas pour ses grands froids. Ni pour ses chutes de neige, bien que dans les montagnes celles-ci puissent être abondantes et assez éprouvantes. Dans un pays chaud, la neige est la bienvenue, elle fait l'effet d'une fête. Un mois d'août particulièrement rude ne s'arrête pas à la fin de ce mois, mais il se prolonge tout septembre, et déborde souvent sur octobre. C'est ce qu'ailleurs on appelle l'été indien.

Suite en page 3

Crise économique et chute des prix du pétrole

Le ministre des Finances rassure



Le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, se veut rassurant sur la situation financière du pays après la chute des prix du pétrole, car selon lui, l'Algérie a échappé à une crise frontale qui a touché plusieurs pays.

Mais, prévient-il, la situation doit cependant être traitée car «personne n'est à l'abri». Lire page 3

Arrestation de plus d'une centaine de trafiquants au Sud

La contrebande gagne du terrain

Page 2

Samir Messaoudi, dinandier d'art

«La population doit être sensibilisée par la valeur de notre patrimoine»

Page 13

La majorité des crèches fermées au mois d'août

Un souci pour les parents

■ Les crèches au mois d'août se font rares. Un cauchemar vécu au quotidien par les couples dont les deux conjoints travaillent. De ce fait, assurer la garde des enfants durant cette période semble devenir un parcours du combattant qui ne laisse aux parents que le choix de s'organiser comme ils le peuvent.

Par Mohamed Mabkhout

Les parents ont de quoi se soucier durant cette période des congés, les crèches sont fermées depuis le début du mois d'août. Les affiches annonçant «congé annuel» placardées à l'entrée des garderies, font transpirer les parents face à la pénurie de crèches ouvertes en cette saison. Une panique vécue au quotidien par les pères et les mères qui travaillent.

Désormais, le cauchemar se vit au début de chaque journée. Aujourd'hui, les crèches ouvertes se comptent sur le bout des doigts. Dans ces conditions, il est rare de trouver une garderie qui met en place des éducatrices en permanence pour assurer un service continu. Une situation qui ne laisse pas beaucoup de choix aux parents qui doivent trouver une solution au problème de garde de leurs enfants. Aucune alternative pour remplacer les établissements éducatifs n'est écartée par les parents qui vivent une épreuve difficile. Les voisins, les grands-parents, ou prendre les enfants au travail. Ces der-



niers sont des choix, parmi d'autres. Les parents sont obligés chaque matin de se mettre d'accord sur l'endroit où déposer les enfants avant de mettre le cap sur le travail. La situation s'explique aussi par l'absence d'un système de permanence de

ces lieux d'accueil pour les jeunes enfants. Karima, mère de deux enfants, employée dans une société aux horaires inflexibles, nous a parlé de son cas. «Un calvaire que nous vivons chaque jour». C'est ainsi qu'elle a qualifié la situation du

manque de garderies ouvertes durant le mois d'août. «Toutes les crèches sont fermées, ce qui nous pose, à mon époux et moi, un grand problème pour travailler», a-t-elle ajouté. Autre cas. Celui de Amine, parent d'un enfant. «Je suis obligé de laisser

mon garçon auprès d'un collègue lorsque je m'absente». Une situation inconfortable pour le père, tout en sachant que cela se reproduira de façon répétitive. «Il faut qu'il y ait un système de permanence. Si août est le mois des congés, ce n'est pas le cas pour tout le monde», a-t-il expliqué. Il est à rappeler que certaines garderies assurent toujours un service minimum, mais avec un nombre d'effectif réduit. Le but est de prendre en charge les enfants dont les deux parents travaillent durant ce mois. Tel est le cas de la crèche «Maternelle les bambins» située à Alger qui ouvre toujours ces portes à ces clients. L'origine de cette pagaille se situe dans le manque de coordination entre les différents établissements éducatifs, pourtant importants et vitaux dans la vie active. Chose constatée dans plusieurs quartiers de la capitale, à l'instar d'un quartier situé dans la commune de Chéraga. Ici, plus de trois garderies sont situées au même endroit et aucune n'est ouverte durant ce mois afin de garantir les prestations aux parents.

M. M.

Baisse de 27% des importations, flambée des prix pour l'occasion et le neuf

Le marché de l'automobile en pleine mutation

Les retombées de l'imposition de la nouvelle taxe sur le véhicule dans la loi de finances complémentaire 2015 n'ont pas tardé à s'afficher dans le marché de l'automobile. Outre une baisse de 27% des importations, le marché de l'automobile connaît une hausse des prix sensible et persistante, qu'il s'agisse du neuf ou de l'occasion.

Entièrement lié à la conjoncture économique ainsi qu'à l'imposition de la nouvelle taxe sur le véhicule dans la loi de finances complémentaire 2015, le marché de l'automobile connaît assurément une nouvelle phase caractérisée par de nouvelles données ayant suivi l'application de cette nouvelle loi. A commencer par la flambée des prix qui n'a épargné ni le marché du neuf ni celui de l'occasion. Les chiffres font, par ailleurs, état d'une baisse des importations durant cette année, une tendance qui sera vraisemblablement maintenue durant plusieurs mois. La facture des importations de véhicules a reculé à 2,388 milliards de dollars

(mds usd) sur les 7 premiers mois de 2015 contre 3,272 mds usd sur la même période de 2014, en baisse de 27,02%, selon les informations sonnées par les Douanes algériennes à l'APS. Le nombre des véhicules importés a également continué à baisser pour s'établir à 202 635 véhicules entre janvier et fin juillet 2015 contre 254 302 unités sur la même période de comparaison de 2014, soit une baisse de 20,32%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Cette tendance baissière est également perceptible dans le nombre des véhicules importés par les 51 concessionnaires activant actuellement sur le marché algérien : 202 635 véhicules importés contre 254 302 unités sur la même période de comparaison de 2014, soit une baisse de 20,32% en termes de quantité, précisent les données du Cnis. Durant les sept premiers mois de l'année en cours, les marques européennes, notamment françaises et allemandes, ont continué à occuper la

tête de liste des importations de véhicules, suivies des marques japonaises et sud-coréennes. Il est constaté que les baisses des importations sont enregistrées chez la plupart des gros concessionnaires, alors que des petites hausses sont observées chez les petits concessionnaires.

Les principaux facteurs à l'origine de la baisse

S'exprimant sur la raison de cette baisse des importations des véhicules, le président de l'Association des concessionnaires automobiles algériens (AC2A), Sefiane Hasnaoui, les résume à quatre principales raisons. En premier lieu, souligne M. Hasnaoui, «il y a le changement de direction de l'épargne des Algériens vers d'autres requêtes d'achats, notamment pour l'immobilier, surtout que les échéances de livraisons des logements de type location-vente (AADL) et autres approchent». Il y a, aussi, poursuit-il, le

recadrage du marché algérien de véhicules lequel «avait grossi de manière assez artificielle, ces dernières années, en raison de la méconnaissance de la taille réelle du marché par les concessionnaires». L'offre avait, ainsi, été plus importante que la demande, selon le président d'AC2A qui estime que certains concessionnaires anticipaient même une croissance de la demande sans prendre en considération l'ensemble des données du marché et se sont retrouvés, par conséquent, «incapables de faire écouler leurs stocks». L'entrée en vigueur des nouveaux cahiers des charges a, en outre, participé à la réduction du nombre des voitures achetées de l'étranger, selon M. Hasnaoui. «Nos importations ont été bloquées dans les ports dès le mois de mai», note M. Hasnaoui, soulignant que ce blocage est l'autre facteur qui a participé à la réduction des importations ultérieures des véhicules.

Yasmine Ayadi/APS

Arrestation de plus d'une centaine de trafiquants au Sud

La contrebande gagne du terrain

Le sud du pays ainsi que l'est et l'ouest se noient dans la contrebande. Chaque jour, l'Armée nationale populaire procède à l'arrestation d'un nombre de contrebandiers qui fait froid dans le dos.

L'économie du pays subit depuis un moment une forte pression à cause de ces contrebandiers qui malgré la lutte continue de l'Armée nationale pour les éradiquer ne semblent pas vouloir lâcher prise. En effet, il ne se passe pas un jour sans que les différents services de la protection nationale ne procèdent à l'arrestation d'un grand nombre de contrebandiers. Le sud du pays est devenu l'esplanade fêchue de ces fraudeurs. L'est et l'ouest semblent aussi leur offrir un bon terrain pour exercer leurs activités. Carburants, kif traité, voitures, pièces de rechange, produits de consommation, marteaux piqueurs, détec-

trices de métaux... et la liste est encore longue. Décidément, rien n'échappe à ces malfaiteurs. Ce 23 août, cent dix contrebandiers de différentes nationalités africaines ont été arrêtés par l'armée près des frontières à Tiirir, Ain Gezzam, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale publié hier. L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée a permis de «saisir deux véhicules tout-terrains, 58 détecteurs de métaux, 15 marteaux piqueurs, deux groupes électrogènes, 608 grammes de dynamite, quatre téléphones portables, une balance et une somme d'argent de 45 000 CFA», relève la même source. Un autre détachement relevant du secteur opérationnel de Tamansrasset a arrêté deux contrebandiers et saisi deux camions char-

gés d'une quantité de 2 960 litres de carburant destinés à la contrebande, selon la même source. À Tlemcen, 5 550 litres de carburant et 140 kilogrammes de kif traité ont été saisis par les gardes-frontières de Bab El-assa. Dans le même contexte et au niveau de cette 2^e Région militaire, les éléments des gardes-frontières ont, il y a deux jours, mis en échec une tentative de contrebande de 3 450 litres de carburant, ajoute le communiqué. Par ailleurs au niveau de la 5^e Région militaire, les éléments des gardes-côtes d'El Kala relevant du secteur opérationnel d'El Taref ont, pour leur part, arrêté deux contrebandiers en possession de deux kilogrammes de corail, deux GPS et des moyens de pêche. Enfin, les éléments des gardes-frontières de Bir El Ater relevant du secteur opérationnel de Tébessa «ont mis en échec une

tentative de contrebande de 440 caméras de surveillance», selon la même source. Ce 20 août, lors d'un barrage dressé sur la route nationale menant vers Bordj Badji Mokhtar, «deux contrebandiers ont été arrêtés et il a été procédé à la saisie d'un camion chargé de 208 quintaux de denrées alimentaires et 1 320 litres de carburant destinés à la contrebande», précise la même source. «Par ailleurs, deux détachements de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Ghardaïa ont appréhendé huit immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», conclut le communiqué du ministère de la Défense nationale. Face aux proportions alarmantes que prend ce phénomène, l'Etat doit prendre des décisions urgentes, efficaces et rapides afin de sauver son économie.

Thininene Khouchi

Crise économique et chute des prix du pétrole

Le ministre des Finances rassure

■ Le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, se veut rassurant sur la situation financière du pays après la chute des prix du pétrole, car selon lui, l'Algérie a échappé à une crise frontale qui a touché plusieurs pays. Mais, prévient-il, la situation doit cependant être traitée car «personne n'est à l'abri».



PH/D. R.

Par Louiza Ait Ramdane

Le ministre des Finances s'est montré rassurant, sur les ondes de la Chaîne III, quant à la situation financière du pays. Pour Abderrahmane Benkhalfa, l'Algérie a échappé à une crise frontale qui a touché plusieurs pays. «Nous ne subissons pas de choc frontal car nous n'avons pas de dettes et nous disposons d'épargne institutionnelle», a-t-il expliqué, précisant toutefois, que la situation doit cependant être traitée car «personne n'est à l'abri». La recette de Benkhalfa pour faire face à la chute du prix du baril est «l'optimisation de l'utilisation des ressources». «Nous sommes un pays à fort potentiel de croissance, il faut

donc optimiser nos ressources afin de préserver notre épargne institutionnelle», a-t-il indiqué. Le ministre des Finances a insisté de ce fait pour que tous les acteurs activant dans l'informel bancarisent leur argent. «La bancarisation de l'argent de l'informel évalué à 40 milliards de dollars, est une solution adaptée à la situation économique de notre pays». «Ce sont des ajustements que prennent tous les pays producteurs de pétrole pour utiliser la dépense publique avec plus de retour sur l'investissement qu'une série de mesures viendront conforter», a expliqué Benkhalfa. «C'est une mesure d'inclusion économique et financière qui vise à ouvrir les portes des banques à tous ceux qui ont des fonds. Ce sont des capitaux

qui, pour des raisons généralement procédurales et conjoncturelles, ne sont pas intégrés dans la sphère bancaire», a-t-il encore précisé, soulignant la nécessité de la mise en place des nouvelles mesures d'accueil de ces capitaux avec trois garanties vis-à-vis des détenteurs.

Selon Abderrahmane Benkhalfa, ces derniers vont devoir bénéficier d'un système bancaire le plus sécurisé en Méditerranée malgré les quelques lourdeurs bureaucratiques.

Pour le ministre, qui estime qu'il existe un potentiel à mobiliser entre 1 000 et 1 300 milliards de dinars, explique que ce dispositif va «permettre de faire circuler tout cet argent dans l'intérêt de l'investissement. Et l'éco-

nomie a besoin de ces ressources qui doivent tourner dans la sphère réelle».

Revenant sur la baisse de la valeur du dinar, Abderrahmane Benkhalfa a affirmé qu'elle est due à l'augmentation de celle du dollar, face auquel d'ailleurs «toutes les monnaies étrangères ont été dépréciées. Parce que le dollar, pour différentes raisons, a bougé. Les autres monnaies ont suivi et notre pays n'est pas en reste des autres économies», a-t-il expliqué, précisant : «Ce n'est pas le dinar qui a baissé mais c'est le dollar qui a augmenté», a-t-il dit.

Des nouvelles mesures pour les entreprises qui se substitueront à l'importation

Le ministre des Finances a annoncé que des mesures financières sont prévues pour toutes entreprises qui se substitueront à l'importation.

Il a précisé que toute entreprise qui s'installe dans la substitution aux importations bénéficiera «de 10 à 20 %, en matière d'impôts, aussi bien sur l'IBS, la TAP, l'IRG, la TVA, sur les droits de douanes».

Pour le ministre, «chaque fois qu'il y a un investissement qui se fait en substitution de l'importation, on fait en sorte que l'investisseur gagne en impôt de 15 à 20 % par rapport à une importation d'un produit qui vient de l'extérieur et cette voie va être encore renforcée par des mesures structurelles».

Enfin, la révision des subventions des produits de large consommation n'est pas prévue, assure le ministre qui réfute la possibilité de recourir à l'endettement. «Nous ne sommes pas arrivés à ce stade», a-t-il rassuré.

L. A. R.

Lutte contre le terrorisme

Les Etats-Unis continueront à travailler avec l'Algérie

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a salué, dans une lettre adressée au ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et des Etats de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel, le rôle «constructif» et «bénéfique» de l'Algérie dans la lutte mondiale contre le terrorisme, exprimant la disposition de son pays à travailler en «étroite collaboration» avec l'Algérie dans ce domaine. «Je tiens à exprimer ma sincère gratitude envers vous, votre gouvernement ainsi qu'au président algérien, Abdelaziz Bouteflika, pour avoir accueilli la conférence sur la déradicalisation les 22 et 23 juillet dernier», a indiqué M. Kerry dans sa lettre. Le chef de la diplomatie américaine a relevé que «la conférence a fait évoluer une approche globale sur la prévention et la propagation de l'extrémisme violent et a encouragé les autres gouvernements et organisations à se joindre au mouvement mondial pour la lutte contre

l'extrémisme violent (CVE)». «Elle (la conférence) a aussi amélioré nos efforts pour promouvoir des initiatives concrètes de CVE au Sommet des chefs d'Etat sur «la lutte contre l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et l'extrémisme violent» en marge de l'Assemblée générale des Nations unies le 29 septembre», a-t-il mentionné. «En accueillant cette conférence, l'Algérie a prouvé, encore une fois, le rôle constructif et bénéfique qu'elle joue dans la lutte mondiale contre le terrorisme», a souligné M. Kerry. «Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour encourager l'Algérie à s'appuyer sur la réussite de sa conférence afin d'élaborer un manuel détaillé sur la déradicalisation», a-t-il poursuivi, ajoutant que «ce manuel pourrait répertorier les bonnes pratiques, les leçons apprises et les modèles de programmation présentés et discutés lors de la conférence sur la déradicalisation». Ce manuel «pourrait également

mettre en évidence une série d'interventions de déradicalisation efficaces et respectueuses des droits, qu'elles qu'en soient menées par les gouvernements, la société civile, le secteur privé ou les organisations multilatérales, à partir desquelles les parties prenantes intéressées pourraient en tirer profit», a estimé le secrétaire d'Etat américain. «Les Etats-Unis seraient ravis de travailler en étroite collaboration avec vous sur cette initiative», a assuré M. Kerry dans sa lettre à M. Messahel. «Encore une fois, je vous remercie pour votre leadership dans l'organisation de cette importante conférence comme un suivi au sommet de CVE, organisé par la Maison-Blanche en février dernier. Je me réjouis d'avance de vous rencontrer à New York en septembre prochain», a conclu le chef de la diplomatie américaine.

Assia J./APS

LA QUESTION DU JOUR

Nouvelles du ciel

Suite de la page une

A voir la façon dont le thermomètre est tombé ces derniers jours, mais davantage encore à se fier au fond de l'air, à la faible stridence des cigales, à la qualité de son sommeil, et à bien d'autres impondérables, ce ne sera pas le cas cette année. Août restera confiné dans ses quartiers, si même il parvient à tenir jusqu'au 1^{er} septembre, tant ses ardeurs ont déjà diminué. Mais comme les jours qui lui sont impartis tirent à leur fin, il a des chances d'être sauvé par le gong. Il n'y a pas de retournement à craindre, car la météo peut se tromper mais pas la peau. Mais un mois d'août clément, cela peut être l'indice d'un hiver plus ou moins décalé dans le temps, abrégé soit, mais rigoureux. Il est rare en effet qu'on ait dans une même année un été modéré et écourté et un hiver ne faisant que passer. Il faut que l'une des deux grandes saisons fasse dans l'excès, ou plutôt donne libre cours chacune à sa nature, chacune dans leur spécialité, pour que tout soit dans l'ordre, et que le spectre de la sécheresse soit conjuré. Un été pas trop chaud c'est souvent un hiver pas trop pluvieux, ou pas suffisamment. C'est comme si août ayant raté son passage annuel se mettait à hanter la moitié de l'année ordinairement vouée à la pluie, faisant en sorte que celle-ci se raréfie. Un été très chaud a pour prolongement logique un hiver très pluvieux. Le contraire est vrai. Peut-on en dire autant sur le plan politique ? Faut-il s'attendre à ce qu'un mois d'août languissant cède la place à une rentrée en ébullition ? On aurait quelque raison de le penser si la classe politique dans sa forme actuelle en était un véritablement. Pour autant, qu'elle ne se soit pas trop manifestée pendant ce mois d'août, alors qu'elle avait tant fait parler d'elle auparavant, se comprend facilement, encore que ce soit principalement pour un motif qui n'est pas à proprement parler d'ordre politique quant à lui. Rien de nouveau sur le front de la santé présidentielle (pas de nouvelle mauvaise nouvelle), calme plat sur la scène politique. Même les anti-Saadani se sont tus, ce qui aurait été assez dans la nature des choses si l'été avait été particulièrement impitoyable.

M. H.

AADL 2001

119 indus souscripteurs démasqués

■ Les opérations de vérification menées par les conservations foncières sur les souscripteurs des logements AADL de l'année 2001 ont décelé que 119, sur les 6 000 concernés par cette enquête, possédaient déjà des biens immobiliers, selon le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Ph/D. R.



Par Samy K.

Sur une première liste transmise en mai dernier par le ministère, comprenant 2 000 souscripteurs pour le programme AADL 2001 et répartis sur 32 wilayas, les services de la conservation foncière ont démasqué 76 souscripteurs pour possession de biens immobiliers tandis que les autres souscripteurs ont obtenu leur certificat négatif, explique le chargé de la communication au sein de ce ministère, Ahmed Madani. Par la suite, les mêmes services ont reçu une deuxième liste comprenant 4 000 autres souscripteurs répartis sur 19 wilayas et dont l'opération de contrôle a mis au jour 43 autres

cas positifs, c'est-à-dire propriétaires de biens immobiliers. Cette enquête, poursuit M. Madani, a concerné les souscripteurs et leurs conjoints, soulignant que ceux possédant un bien immobilier en toute propriété seront radiés de la liste des bénéficiaires, alors que les dossiers des souscripteurs qui possèdent un bien en commun seront traités «*au cas par cas*». Le ministère poursuit l'envoi des listes des souscripteurs aux services de la conservation foncière afin de s'assurer qu'ils ne détiennent, ni eux ni leurs conjoints, un lot de terrain à bâtir ou un bien à usage d'habitation. Le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé en avril

dernier que le certificat négatif serait exigé pour bénéficier d'un logement public notamment de type location-vente AADL et promotionnel public (LPP), afin de garantir une meilleure transparence dans la distribution de logements. Par ailleurs, sur instruction du ministre de l'Habitat, le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Mohamed Tarek Belaribi, a mis fin aux fonctions du directeur de la société chargée de la gestion des cités AADL «Gest-Immo», Djamel Eddine Taïbi. Une décision que le ministère explique par la «*négligence flagrante*» dans la gestion des cités AADL qui souffrent d'une

«*situation délabrée et alarmante*». Cette décision est intervenue, selon la même source, sur la base de rapports révélant un gaspillage dans la gestion de fonds publics, des «*trous financiers*», anarchie et négligence dans la gestion de ces cités ainsi qu'un mauvais accueil par le directeur en question des habitants de ces cités. Dans ce sillage, M. Madani souligne que le ministère de l'Habitat vise l'instauration d'une nouvelle stratégie dans la gestion des cités AADL et l'amélioration de leur situation en associant les entreprises de jeunes créées dans le cadre des dispositifs publics pour la promotion de l'emploi. Dans ce sens, une réunion entre

les responsables de l'AADL et le directeur général de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) se tiendra prochainement pour identifier les activités qui pourraient être prises en charge par ce type d'entreprises pour contribuer dans la gestion des cités AADL (gardiennage, sécurité, hygiène, entretien des ascenseurs, jardinage, gestion des parkings...). Concernant les employés de «Gest-Immo», M. Madani rassure que ces derniers seront épargnés de tout effet négatif pouvant être induit par ces changements, ajoutant que les entreprises de l'Ansej allaient être des «associés» de cette société et vont la renforcer et l'aider à améliorer la qualité de ses services. Il est à noter que parmi les souscripteurs de 2001 et 2002, on compte plus de 89 150 qui ont payé la première tranche dont 66 436 sont localisés à Alger, avait déclaré dernièrement le DG de l'AADL. Pour ceux du programme de 2013 dont une partie est concernée par le paiement de la deuxième tranche, l'AADL a procédé jusqu'à ce jour à la délivrance de plus de 541 420 ordres de versement sur 560 658 dossiers admis dont 142 230 concernent Alger. Le DG de l'AADL avait affirmé que tout sera tiré au clair après les résultats des enquêtes du traitement des dossiers qui mènent les domaines et les conservations foncières sur l'éventualité que des souscripteurs ont bénéficié ou pas d'une propriété immobilière

S. K.

La ministre de la Poste et des TIC l'a affirmé

Les projets du secteur maintenus

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houđa Iman Feraoum, a affirmé hier que les projets du secteur, notamment ceux liés à l'élargissement du réseau de fibre optique, seront maintenus en dépit de la baisse des cours du pétrole. Intervenant sur les ondes de la

Chaîne I de la Radio nationale, la ministre a précisé que les projets déjà programmés par le secteur de la Poste et des TIC «*seront maintenus*», expliquant que le budget alloué à ces projets «*a été débloqué bien avant la baisse des prix du pétrole*». Pour ce qui est des projets à venir, la ministre a indiqué qu'il sera question

d'une «*rationalisation des dépenses*», soulignant qu'une «*réflexion est en cours pour redéfinir les priorités*». Les projets d'extension du réseau de fibre optique à travers le territoire national ne sont pas «*concernés par la rationalisation des dépenses*», a affirmé la ministre selon laquelle il s'agit de l'une

des «*priorités des précédents et actuel quinquennats*». S'agissant des coupures récurrentes de l'Internet, M^{me} Feraoum a expliqué ces pannes par l'«*introduction de la technique de haut débit, le manque de qualification du personnel, les conditions climatiques et le vol de câbles en cuivre*». Elle a considéré que le

recours à la fibre optique permettrait d'en finir avec ces désagréments, ajoutant que l'opération s'étalera jusqu'en 2016. Concernant la 4G de la téléphonie fixe, M^{me} Feraoum a fait savoir que les modems seront disponibles à partir de septembre prochain au niveau d'Algérie Télécom. **Fayçal A.**

Université d'été du Front du changement

Menasra souligne l'importance d'opter pour le consensus national

Le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, a appelé, à Boumerdès, à la nécessité de consacrer et d'appuyer l'idée du consensus national escompté entre le pouvoir, l'opposition et la société, car constituant «*la seule issue à toutes les crises*». Dans son allocution à l'ouverture de la troisième université d'été des cadres du parti, sous le thème «*L'édification d'un Etat moderne, ... consensus, démocratie et développement*», en présence des présidents de plusieurs partis politiques et de personnalités nationales, M. Menasra a souligné l'importance d'opter pour le consensus national et la démocratie dans l'édification

de l'Etat moderne. M. Menasra a plaidé pour le consensus dans l'édification d'un Etat moderne qui consacre «*l'Etat de*

droit» et qui doit, selon lui, «*puiser ses fondements dans la déclaration du 1^{er} novembre 1954 et les sacrifices des*

moudjahidine et des chouhada» et les «*valeurs de l'Islam*». Il a, en outre, rappelé que sa formation plaidait pour une Constitution consensuelle qui doit, selon lui, faire l'objet de «*véritables concertations*», car il s'agit de «*la Constitution de tous les Algériens*». Au programme de la 3^e université d'été des cadres du Front du changement, prévue jusqu'au 25 août à l'Institut national d'hôtellerie d'El Kerma (Boumerdès), avec la participation de près de 600 cadres du parti, des rencontres, des conférences et des ateliers-débats autour de plusieurs thèmes politiques.

R.N.

Boudiaf s'entretient avec l'ambassadeur britannique

La coopération dans le secteur de la santé au menu

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, s'est entretenu, hier à Alger, avec l'ambassadeur du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord, Andrew Noble, sur la coopération dans le secteur de la santé, indique un communiqué du ministère. Au cours d'une audience accordée à l'ambassadeur, «*les deux parties ont abordé différents points de la coopération bilatérale et du développement et de la modernisation du secteur de la santé*», précise la même source. **R.N.**

Les matières premières plongent

L'inquiétude sur l'économie chinoise grandit

■ Les cours des matières premières continuaient leur chute lundi, plombés par les inquiétudes sur l'économie chinoise, grande consommatrice de matériaux industriels, et la chute des marchés d'actions qui fait souffler un vent de panique chez les investisseurs.

Par Lamia D.

La Chine, deuxième économie mondiale et première consommatrice de métaux industriels, a vu la Bourse de Shanghai plonger hier de 8,49%. «La dégringolade des matières premières s'explique par le pessimisme envers la Chine, dont les marchés d'actions sont en déroute», a expliqué à l'AFP Daniel Ang, analyste chez Phillip Futures à Singapour. Ces inquiétudes font donc plonger le cours des matières premières, les investisseurs craignant que la demande pour ces produits ralentisse en même temps que l'activité industrielle chinoise.

Le prix du pétrole est ainsi passé sous 40 dollars le baril de «light sweet crude» (WTI) vendredi en séance à New-York, son plus bas niveau depuis six ans et demi. Hier, le prix du baril de Brent de la mer du Nord coté à Londres évoluait sous les 45 dollars et celui du WTI américain sous le seuil de 40 dollars. Le prix du pétrole est lesté également par une production très forte. Les autres matières premières



indispensables à l'activité industrielle, comme le cuivre ou l'aluminium, ont elles-aussi atteint un niveau très bas. Le cuivre - appelé aussi «Docteur Cuivre» en raison de son importance dans tous les secteurs de l'industrie - est passé sous les 5 000 dollars la tonne vendredi pour la première fois depuis sa

crise financière de 2009, alors que l'aluminium est tombé lundi à son niveau le plus bas en six ans. L'indice Bloomberg Commodity Index, qui répertorie 22 matières brutes, a atteint lundi son plus bas niveau depuis août 1999. A l'inverse, l'or, valeur refuge en temps de crise, reprenait des couleurs et remontait à son

plus haut niveau depuis début juillet.

Crainte de l'effet domino

Les investisseurs commencent en effet à craindre qu'une faiblesse de l'économie chinoise puisse, par effet de domino, toucher toute l'économie mondiale.

Entre mi-juin et fin juillet, la Bourse de Shanghai avait déjà perdu près de 30% de sa valeur, entraînant des mesures drastiques de la part du gouvernement pour enrayer la crise. Pékin avait ensuite dévalué trois fois de suite la monnaie nationale, le yuan, afin de relancer l'économie. Ces mesures ont été interprétées par les investisseurs comme le signe d'une fragilité plus grande que prévu de l'économie chinoise, alimentant le pessimisme pour l'économie dans les autres régions du monde.

«La Banque centrale chinoise a spectaculairement échoué à stimuler son économie, toute la reprise européenne est basée sur un euro faible (une politique) qui a été sapée par la dévaluation du yuan et les États-Unis vivent actuellement la reprise la plus lente de leur histoire, malgré d'énormes aides», explique Jasper Lawler, analyste chez

CMC Markets. Conséquence directe de ces inquiétudes, un vent de panique soufflait lundi sur toutes les places européennes. Paris perdait 2,90% à la mi-journée, Francfort 2,72%, Londres 2,54%, Madrid 2,52% et Milan 2,72%.

Pour autant, certains analystes ne cédaient pas au pessimisme général et estimaient au contraire que le cours des matières premières allaient se reprendre, alors que les fondamentaux économiques sont plutôt positifs.

«Les chiffres de la demande en juillet pour les matériaux de base sont robustes (...), la demande de cuivre raffiné a augmenté de 2% sur un mois et de 6% sur un an. Les autres chiffres montrent que la demande est plus forte que l'offre. Pour nous, c'est vraiment la spéculation qui est à l'origine de la chute des cours, ainsi que les mesures imposées par le gouvernement chinois pour réguler le marché», expliquaient les analystes de Commerzbank. «Nous ne voyons aucune justification dans les fondamentaux (du marché) à cette baisse des prix et en conséquence, nous nous attendons à ce que les prix repartent à la hausse dans le cours de l'année», concluaient-ils.

L. D./AFP

La Bourse de Paris en déroute lâche plus de 8%

LA BOURSE de Paris ne parvenait pas à enrayer sa chute hier après-midi, perdant brièvement plus de 8% après l'ouverture de Wall Street, dans le sillage de la débâcle des marchés asiatiques sur fond de craintes pour la croissance mondiale. A 15h35 (15h35 GMT), l'indice CAC 40 perdait 383,65 points (-8,28%) à 4 247,34 points, dans un volume d'échanges nourri de 5,5 milliards d'euros. Vendredi, les craintes sur la croissance chinoise avaient déjà causé une chute de 3,19% du marché parisien. Le CAC 40 a effacé l'intégralité de ses gains depuis le début de l'année. De son côté, Wall Street

s'est effondrée dès l'ouverture lundi, se laissant gagner par la déroute des Bourses asiatiques puis européennes provoquée par l'inquiétude des investisseurs devant les perspectives de l'économie mondiale : le Dow Jones chutait de 4,75% en début d'échanges et le Nasdaq de 5,50%. «C'est le bain de sang», commente Xavier de Villepion, un vendeur d'actions chez HPC, qui estime que «la vitesse du repli des marchés actions est considérable». Les craintes au sujet de la fragilité de l'économie chinoise et ses conséquences sur la croissance mondiale donnaient le ton et ont entraîné une nouvelle chute des

marchés en Asie. La Bourse de Shanghai a notamment clôturé sur un plongeon de 8,5%.

«La baisse appelle la baisse», poursuit-il. «C'est le phénomène "boule de neige" que l'on connaît dans les phases de mini-krach». Les autorités chinoises peinaient de leur côté à rassurer les investisseurs. Sur le marché parisien, où l'ensemble des titres du CAC 40 reculaient, les valeurs les plus exposées à la croissance mondiale plongeaient. ArcelorMittal perdait 11,33% à 6,54 euros, Renault 9,84% à 66,67 euros, PSA Peugeot Citroën 9,64% à 13,97 euros et Vinci 8,37% à 51,48 euros. A.O.

Pétrole

Le Brent sous les 44 dollars à Londres

Les cours de pétrole brut ont poursuivi leur régression hier en cours d'échanges européens, affectés par un regain d'inquiétudes sur la vigueur de la croissance de la Chine, deuxième économie mondiale, dans un contexte d'offre surabondante. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a perdu 1,67 dollar à 43,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Le Brent est tombé lundi dans la matinée à 43,28 dollar, son plus bas niveau depuis mi-mars 2009, lorsque les cours avaient atteint un minimum en six ans à 45,19 dollars le baril. Dans les échanges électro-

niques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a reculé de 1,43 dollar à 39,01 dollars. Les cours de la référence américaine du brut ont dégringolé lundi matin à 38,69 dollars le baril, son niveau le plus faible depuis fin février 2009. «Pour la première fois depuis mars 2009, le Brent vaut moins de 45 dollars le baril et le WTI moins de 40 dollars le baril (...) et il semble qu'il n'y a pas de fin en vue pour la dégringolade que subissent les prix du pétrole depuis maintenant huit semaines», ont commenté des analystes. Lundi, la baisse

des cours était moins liée que ces dernières semaines aux fondamentaux du marché (offre et demande), «les inquiétudes sur la Chine étant le principal responsable cette fois-ci», a-t-on expliqué. Les prix du pétrole ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis juin 2014, quand ils avaient atteint un pic annuel, plombés par une offre excédentaire, malgré une amélioration de la demande stimulée par les prix bas. Face à la résistance du pétrole de schiste américain malgré la baisse des prix, les perspectives à court terme pour le Brent et le WTI sont moroses. R.G./APS

Face au dollar et à l'euro

Le rouble chute à son plus bas niveau en 2015

LA MONNAIE russe, le rouble, a atteint hier son plus bas niveau en 2015 face au dollar et à l'euro, alors que l'indice boursier RTS a reculé de près de 5%. Cette rechute du rouble fait craindre une nouvelle déstabilisation du pays au moment où l'économie russe est confrontée à une forte récession après des mois de dégradation de son activité. Le dollar est monté à 71,10 roubles, contre 68,21 roubles vendredi. De son côté, l'euro a dépassé à l'ouverture 80 roubles pour la première fois depuis mi-décembre et atteint 81,58 roubles, contre 78,80 roubles vendredi soir. Côté boursier, l'indice RTS des valeurs en dollars a chuté de 5,01% et le Micex (libellé en roubles) a perdu 1,74%. Les marchés russes ont suivi le plongeon des places de marchés asiatiques, affolées par la morosité de l'économie chinoise, qui a également entraîné la chute des Bourses européennes à l'ouverture lundi. La monnaie russe est également affectée par le marché pétrolier, de nouveau en baisse lundi avec un baril de Brent à 43,94 dollars à Londres, à ses plus bas niveaux en six ans. R.E.

Boumerdès

Production de 600 000 quintaux de pomme de terre de consommation

■ Une production de près de 600 000 quintaux de pomme de terre a été enregistrée à la wilaya de Boumerdès.



PH. D. R.

Par A. Kichni

Cette production se caractérise par 580 000 qx de pomme de terre destinée à la consommation avec un rendement de 290 qx/ha et 20 000 qx à la multiplication (semence) avec un rendement de 270 qx/ha. Laquelle production est récoltée sur une superficie de 2 000 ha consacrée à la culture de la pomme de terre de la consommation et 74 ha à la multiplication. Rachid Messaoudi, chef de service chargé de la production et appui technique à la direction des services agricoles de Boumerdès, a indiqué que tous les moyens ont été mis à la disposition des opérateurs économiques agricoles spécialisés dans la culture de la pomme de terre, citant les semences, engrais et les intrants. Outre ces avantages, il a rappelé l'assistanat des techniciens de l'agriculture affectés au niveau des subdivisions implantées des dairas. Ainsi, malgré les moyens mis, l'objectif quant à la production de pomme de terre de consommation communiqué au début de campagne n'a pas été atteint. Pour preuve, les services agricoles ont tablé sur une production de 735 000 qx de pomme de terre pour la consommation. Ce déficit s'explique par plusieurs raisons, notamment la faible

pluviométrie enregistrée en cours de saison qui engendre des maladies notamment le mildiou, indique-t-on dans le milieu des agriculteurs. Bien que la production est en deçà des prévisions, l'on s'accorde à dire que la wilaya de Boumerdès se classe parmi les premières productrices dans la filière de la pomme de terre au niveau national, derrière Ain Defla, Mascara. Par ailleurs, la direction des services agricoles table sur une prévision de production 137 000 qx de pomme de terre d'arrière-saison 2015/2016 (125 000 qx pour la consommation et 12 000 qx pour la multiplication).

Il est à rappeler que pour la campagne précédente pas moins de 677 115 quintaux de pomme de terre ont été récoltés à travers la wilaya. 7 685 quintaux sont destinés à la multiplication (semences) avec un rendement n'ayant pas dépassé les 300 qx/ha et 669 430 quintaux à la consommation avec un rendement de 325 qx /ha.

Par ailleurs, la wilaya de Boumerdès, à vocation agricole, dispose d'un marché de gros de Khemis El Khechna et des entrepôts de stockages à Corso, Baghliia, Ouled Moussa, Bordj Menaiel, Hammadi. Lesquels constituent un véritable réservoir de produits et carrefour pour approvisionner les autres

wilayas notamment du Centre. C'est ainsi que dans le cadre du programme de la régulation des produits à large consommation, à savoir pomme de terre, oignons et autres produits, plus de 50 opérateurs de la wilaya de Boumerdès et même de Bouira ont adhéré au programme engagé par les hautes instances du pays relatif au système de régulation des produits à large consommation (Syrpalac). Cette réussite en matière d'adhésion s'explique par les avantages accordés par les pouvoirs publics qui se caractérisent par des primes et des indemnités aux propriétaires des entrepôts frigorifiques et des chambres froides et aussi aux producteurs de ce tubercule indispensable des ménagères algériennes. Lesquels bénéficient de plusieurs avantages de stockage, à savoir, une indemnité de 1,80 DA par kg/J accordée à chaque opérateur ayant stocké le produit en filet et 1,50 DA par kg/J pour le produit stocké en vrac, pendant trois mois modulables, conformément au cahier des charges, a précisé le même responsable. Ajoutant que ce système consiste non seulement à protéger le pouvoir d'achat du consommateur, mais aussi, à assurer les revenus des producteurs de la pomme de terre. **A.K.**

Oran

Les 500 logements sociaux de Boutlélis attribués en novembre prochain

Les 500 logements sociaux en voie d'achèvement à Boutlélis seront attribués à leurs bénéficiaires au début du mois de novembre prochain, a annoncé le wali d'Oran lors de sa visite sur site. «Une centaine de ces logements sera attribuée aux habitants du quartier populaire d'El Hamri disposant d'une pré-affectation», a indiqué à la presse Abdelghani Zaalane, assurant que les familles bénéficiaires disposeront de logements décentes à Boutlélis à la faveur de cette opération initiée dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. «700 autres familles seront relogées au début du mois de novembre prochain sur le site des 5 100 logements au niveau du nouveau pôle urbain de Belgaid (Bir El Djir), en voie d'achèvement», a ajouté le chef de l'exé-

cutif de la wilaya. A Haï Bouamama où il s'est rendu pour s'enquérir de l'état d'avancement du programme de mise à niveau de ce secteur urbain, situé à l'entrée ouest d'Oran, le wali a insisté sur l'achèvement des travaux de voirie et des réseaux divers. Il a assuré les membres du comité de quartier quant à la prise en charge du lotissement mitoyen où vivent une quarantaine de familles, en termes d'aménagement et de rattachement au réseau d'assainissement de ce site. Par ailleurs, M. Zaalane a eu droit à des explications sur le projet d'aménagement de Haï Benarba, situé sur la RN2, qui a bénéficié d'une enveloppe de 349 millions DA. Il a appelé les gestionnaires locaux à donner un sens urbain à ce boulevard qui longe le corri-

dor du projet d'extension du tramway. A Akid Lotfi, un quartier relevant du secteur urbain d'El Menzeh (ex-Canastel), le wali a posé la première pierre d'une future antenne administrative et d'une salle de sports. Dans le même secteur urbain, il a visité le chantier de réalisation d'un espace vert, d'une superficie de 7 ha sur un total de 20 ha, longeant la frange maritime. Au terme de sa tournée à Sidi Maarouf où il s'est enquis du projet de dédoublement du chemin de wilaya (CW 46), un tronçon routier de 5 km reliant Sidi Maarouf à Hassi Bounif, M. Zaalane a donné des instructions aux concessionnaires des réseaux pour la levée des contraintes de ce projet.

Lamine D./APS

Tizi-Ouzou/ Village d'Ath Hichem Ouverture en septembre prochain d'une annexe professionnelle

UNE ANNEXE de l'enseignement et de la formation professionnels spécialisée en tissage de tapis traditionnels sera ouverte dès septembre prochain au village d'Ath Hichem, daïra d'Ain El Hammam (Tizi-Ouzou), qui abrite depuis samedi le festival du tapis d'Ath Hichem, a annoncé le conservateur de cette manifestation. Intervenant en marge de cette manifestation, Ould Belaid Mokrane, a indiqué que le village d'Ath Hichem compte une soixantaine de femmes artisans spécialisées dans le tissage, notamment de tapis, réparties sur six ateliers abrités par la Maison du tapis. Une vingtaine d'autres artisanes exercent ce métier au niveau de leurs foyers, a-t-il ajouté. Quatre-vingt jeunes filles activent également au niveau de la Maison du tapis d'Ath Hichem, au titre des contrats d'insertion professionnelle, a-t-il affirmé, sachant que la moyenne d'âge actuelle des doyennes de ce métier ancestral à Ath Hichem se situe entre 60 et 96 ans. M. Ould Belaid a néanmoins relevé le «problème de commercialisation» des produits de cet artisanat très dépendant de l'activité touristique, dont la fourchette des prix se situe entre 45 000 et 60 000 DA le tapis. Selon les données fournies par ce responsable, la Maison du tapis d'Ath Hichem a été fondée en 1892, avant sa fermeture par le colon français au déclenchement de la guerre de Libération nationale. Elle fut rouverte en 1963, avec l'installation à sa tête de la moudjahida Ghenima Aït Said. En 1976, cette structure constitua le point de visite du Président Houari Boumedienne, qui inaugura, à l'occasion, une Maison similaire au village voisin de Ouaghzene. Une structure qui a grandement contribué à la promotion de cet art traditionnel. La ville de Tizi-Ouzou abrite, depuis hier, la sixième édition de la fête du tapis d'Ath Hichem, qui se poursuivra jusqu'au 26 du mois courant, avec la participation de 15 wilayas du pays.

R.R.



Tunisie

Un douanier tué dans une attaque terroriste à Bouchebka

■ Un agent de la Garde douanière tunisienne a été tué dimanche par des jihadistes armés à Bouchebka, près de la frontière avec l'Algérie, ont annoncé la télévision d'Etat et le président d'un syndicat douanier.

Par Souhila K./Agences

« Un agent douanier tué et trois autres blessés dans un échange de tirs avec un groupe terroriste à Bouchebka », a indiqué la chaîne Wataniya 1. Le président du syndicat, Ridha Ennasri, a parlé d'une attaque terroriste contre une patrouille de la Garde douanière à Bouchebka, dans le gouvernement de Kasserine.

« Un agent de la douane a été tué et un autre a été grièvement blessé », a-t-il dit à l'AFP.

Contacté par l'AFP, le ministère de l'Intérieur a renvoyé vers la direction générale des douanes. Ces nouvelles violences interviennent alors qu'un policier a été tué mercredi par deux inconnus à moto dans la région de Sousse (centre-est), théâtre en juin de la pire attaque jihadiste de l'histoire du pays. Les autorités ont indiqué ne pas avoir établi s'il s'agissait d'un attentat jihadiste, l'enquête étant toujours en cours. La Tunisie fait face depuis sa révolution en 2011 à une progression de la mouvance jihadiste, responsable de la mort de plusieurs dizaines de soldats et de policiers et de 59 touristes au total. Plusieurs attaques ont eu lieu dans la région de Kasserine, notamment sur le mont Chaambi, le principal maquis jihadiste de Tunisie où l'armée tente de déloger depuis fin 2012 des groupes armés. Les autorités tunisiennes ont annoncé le mois dernier avoir tué trois dirigeants du principal groupe extrémiste armé tunisien lié à Al-Qaïda, la phalange Okba Ibn Nafaa. Le ministre de l'Intérieur, Najem Gharsalli, avait assuré que cette opération avait « cassé le dos de la Phalange Okba Ibn Nafaa, (...) jusqu'à 90% ». Le chef de la phalange, Lokmane Abou Sakr, avait lui été tué fin mars lors d'une opération des forces spéciales dans la région de Gafsa (centre).

Ce groupe est l'auteur de plusieurs



Ph. : DR

attaques meurtrières contre les forces armées tunisiennes. Selon Tunis, il est aussi responsable de l'attentat contre le musée du Bardo le 18 mars (21 touristes et un policier tués), bien qu'il ait été revendiqué par le groupe Etat islamique (EI).

Tunis a jugé possible une scission au sein de la phalange Okba Ibn Nafaa, dont une partie

aurait rejoint l'EI. « Il n'y a pas encore de présence en Tunisie d'une organisation structurée appelée Daech. Cela n'empêche pas l'existence de certains éléments ayant prêté allégeance à Daech dans le pays », avait dit M. Gharsalli lors d'une conférence de presse en juillet, utilisant un acronyme arabe de l'EI. L'EI a aussi revendiqué l'at-

tentat sanglant du 26 juin dans un hôtel près de Sousse qui a tué 38 touristes étrangers, dont 30 Britanniques.

Peu après cet attentat, les autorités tunisiennes ont réintroduit l'état d'urgence, donnant des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre, et multiplié les descentes.

S.K./Agences

124 migrants secourus par les gardes-côtes tunisiens

Les gardes-côtes tunisiens ont secouru dimanche 124 migrants, partis des côtes libyennes, après la panne de leur bateau au large de la ville de Ben Guerdane dans le sud de la Tunisie, a indiqué le Croissant-Rouge local. Les migrants, « tous des Africains, tentaient de rallier illégalement l'île italienne de Lampedusa, avant d'être secourus par les gardes-côtes. Ils sont maintenant au port de Ben Guerdane », a déclaré Mongi Slim, responsable local de l'organisation, cité par des agences. Ils avaient pris le départ des côtes libyennes il y a trois jours dans l'espoir de rejoindre l'Italie, mais la panne de leur zodiac les a fait dériver au large de la Tunisie, a-t-il ajouté. Parmi ces migrants se trouvaient « 109 Nigériens dont 19 femmes, 7 Ghanéens dont 4 femmes, 4 Erythréens, un couple camerounais, et deux Congolais », selon la même source. Les autorités tunisiennes font face à une recrudescence des traversées clandestines de migrants depuis les côtes libyennes, et se plaignent d'un manque de moyens humains et matériels pour les secourir. Début juillet, 27 cadavres de migrants originaires d'Afrique subsaharienne avaient été repêchés au large de la Tunisie en une semaine, alors qu'un mois plus tôt, l'armée tunisienne avait secouru 356 personnes toujours au large du pays.

S.K./Agences

Sahara occidental

L'Afapredesa appelle le Maroc à dévoiler le sort de tous les disparus

L'Association des Familles des prisonniers et disparus sahraouis (Afapredesa) a appelé l'Etat marocain à faire la lumière sur le sort des disparus sahraouis et à libérer immédiatement toutes les prisonnières politiques sahraouis qui croupissent encore dans les prisons marocaines.

Dans un communiqué à l'occasion de son 26^e anniversaire,

l'Association a exprimé sa profonde préoccupation devant le manque de respect de la part du régime marocain de la légitimité internationale, appelant à permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit inaliénable à la liberté et à l'autodétermination.

Elle a également demandé l'élargissement du mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum

au Sahara occidental (Minurso) à la surveillance des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et le respect des principes des droits humains par l'Etat marocain.

L'Afapredesa a dénoncé la politique répressive menée par le régime marocain contre les manifestations pacifiques organisées par les civils sahraouis dans les territoires occupés du

Sahara occidental pour réclamer leurs revendications légitimes. Elle a, en outre, exhorté la communauté internationale à exercer des pressions sur le royaume du Maroc et les entreprises impliquées dans le pillage systématique des ressources naturelles du Sahara occidental afin d'arrêter leurs activités illégales.

Sameh B./SPS

Libye Daech met à prix la tête du djihadiste Mokhtar Belmokhtar

L'ETAT ISLAMIQUE veut étendre sa domination sur la Libye et prendre l'ascendant sur Aqmi. La section libyenne de L'EI a diffusé samedi un avis de recherche visant Mokhtar Belmokhtar, chef autoproclamé d'Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest. Il n'y a pas qu'en Syrie que les islamistes se déchirent. En Afrique du Nord aussi, Daesh et Al-Qaïda se livrent un combat pour le leadership du jihad mondial. Le dernier événement en date est la publication, ce week-end par le groupe Etat islamique en Libye, d'un avis de recherche à l'encontre de Mokhtar Belmokhtar, figure d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), relate « L'Express ». Pourtant, l'homme était annoncé mort en juin dernier. Selon l'avis de recherche, Mokhtar Belmokhtar aurait trouvé refuge à Derna [Libye] à la suite de l'opération française Serval dans le nord du Mali. Selon Romain Caillet, chercheur et consultant sur les questions islamistes, « les jihadistes de l'EI ont été repoussés par d'autres jihadistes proches d'Al-Qaïda, la brigade Abu Salim. Depuis que ce groupe a repris la ville de Derna, l'EI diffuse régulièrement des menaces », explique le chercheur sur son compte twitter. « A noter que cette liste de cibles à éliminer a d'abord mentionné un simple membre d'AQMI, puis Hisham Amshawy et enfin Mokhtar Belmokhtar ». Mokhtar Belmokhtar est considéré comme un apostat, ayant renié l'Islam.

Le chercheur s'est exprimé auprès du site de RFI. Cet avis de recherche est « l'aboutissement de cette montée en puissance des menaces : un appel clair à éliminer Mokhtar Belmokhtar qui, depuis environ une semaine, se présente comme le chef d'Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest ». Romain Caillet revient sur la forme de l'avis de recherche. « C'est une biographie sommaire de Mokhtar Belmokhtar. Ils donnent des éléments de son parcours biographique qu'on ne connaissait pas, sous réserve que les informations divulguées par l'EI soient exactes. Ils disent notamment qu'il s'est réfugié en Libye après l'intervention française au Mali dans le cadre de l'opération Serval, puis qu'il a fondé al-Mourabitoune dans la ville de Derna ».

Pour Romain Caillet, cette menace directe sur le combattant d'Aqmi, plusieurs fois déclaré mort ces derniers mois, est révélateur du « combat sans merci pour le leadership du jihad mondial » qui oppose ces derniers temps les deux organisations.

R.M.

Corées

Séoul refuse de battre en retraite dans son face-à-face avec Pyongyang

■ La Corée du Sud a averti hier qu'elle ne batterait pas en retraite dans le face-à-face militaire tendu qu'elle oppose à la Corée du Nord, exigeant au contraire les excuses de Pyongyang au moment même où les deux rivaux tentent de négocier une sortie de crise.

Par Ali O.

La durée même des négociations entrées dans leur troisième jour dans le village frontalier de Panmunjom, où fut signé le cessez-le-feu de la guerre de 1950-1953, illustre la difficulté pour les deux parties de parvenir à un compromis acceptable. La présidente sud-coréenne Park Geun-Hye a exigé des «excuses claires» de Pyongyang pour l'explosion de mines antipersonnel qui a mutilé en début de mois deux soldats sud-coréens à la frontière. Faute de quoi, a-t-elle dit lors d'une réunion avec ses conseillers, Séoul continuera la guerre de propagande qu'elle mène à la frontière au moyen de puissants hauts-parleurs, campagne qui insupporte Pyongyang au point qu'elle a menacé la Corée du Sud de frappes militaires concertées. Ce nouveau regain de tensions dans la péninsule divisée a déjà suscité un échange de tirs d'artillerie jeudi tandis que les deux camps en rajoutent dans la rhétorique belliqueuse et déploient leurs armements. «Nous ne battons pas en

retraite face aux menaces nord-coréennes», a déclaré la présidente. La Corée du Sud répondra à toute nouvelle «provocation» par des «représailles» des plus «fermes». Depuis son élection fin 2012, Mme Park a mis un point d'honneur à mener une politique de fermeté vis-à-vis de la Corée du Nord et devrait résister à tout compromis qui pourrait être perçu comme une récompense pour le comportement de Pyongyang. La Corée du Nord dément avoir joué le moindre rôle dans l'affaire des mines antipersonnel. Pour les analystes, il est totalement improbable qu'elle accepte de présenter ses excuses. «Et la présidente Park le sait bien sûr», a commenté Yang Moo-Jin, professeur à l'Université des études nord-coréennes de Séoul. «Chacun des deux camps essaye de faire monter la pression sur l'autre et à prendre le dessus dans ce qui semble clairement être des négociations très difficiles», a-t-il ajouté. D'après le ministère sud-coréen de la Défense, le Nord a doublé ses unités d'artillerie à la frontière et déployé les deux tiers de sa flotte



PH. > D. R.

de sous-marins, soit une cinquantaine de vaisseaux, hors de leurs bases militaires. «Le Nord a une attitude hypocrite alors que les discussions se poursuivent», a dit un porte-parole du ministère de la Défense, pour qui le mouvement des sous-marins est «sans précédent». La crise est suivie de près par les pays voisins, et au-delà. La Chine et le Japon ont appelé à la retenue alors que le secrétaire général de l'Onu, le Sud-Coréen Ban Ki-moon, a

demandé aux deux pays de «redoubler» d'efforts pour trouver une issue. Techniquement, ils sont en conflit depuis 65 ans car la guerre de Corée a pris fin avec un simple cessez-le-feu qui n'a jamais été formalisé par un traité de paix en bonne et due forme. Les États-Unis, qui déploient en permanence près de 30 000 hommes en Corée du Sud, ont assuré Séoul de leur engagement à contribuer à la défense de cet allié clé en Asie. Séoul et

Washington sont en train d'étudier le déploiement éventuel d'«atouts militaires stratégiques américains» dans la péninsule, a déclaré le ministre sud-coréen de la Défense, sans autre précision. Les négociations de Panmunjom sont menées depuis samedi par le conseiller sud-coréen à la sécurité nationale, Kim Kwan-Jin, et son homologue nord-coréen, Hwang Pyong-So, un proche collaborateur de Kim Jong-Un. «Tout règlement des questions qui sont sur la table va nécessiter une prise de décision courageuse de la part des dirigeants» des deux Corées, a encore souligné Yang Moo-Jin, qui a fait néanmoins part d'un certain optimisme. «Le fait qu'ils se parlent toujours montre qu'ils sont réellement déterminés à ce qu'il en sorte quelque chose, la seule question, c'est quoi», a-t-il dit. Malgré les tensions, cette crise n'a pas provoqué de panique parmi la population sud-coréenne, habituée aux menaces régulières de guerre imminente brandies par la Corée du Nord, qui ne sont – tout aussi régulièrement – guère suivies d'effets.

A. O.



Points chauds Alarmisme

Par Fouzia Mahmoudi

Si les socialistes français sont bien décidés à bloquer la route vers le pouvoir au FN par tous les moyens, certaines interventions semblent plus contre-productives qu'autre chose et peuvent provoquer la lassitude, voir l'agacement des électeurs, qui se voient traités en citoyens auxquels l'on doit expliquer pour qui «bien» voter. En effet, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ennemi acharné du Front National, n'a pas hésité cette semaine encore à en faire beaucoup pour tenter de convaincre ses compatriotes que voter pour le FN serait non seulement «mauvais», mais surtout «dangereux». Une arrivée au pouvoir du Front national constituerait un risque de «guerre civile», car le parti de Marine Le Pen «raccourcirait à la frontière quatre millions de Français musulmans», a en effet estimé le responsable socialiste. «Si le Front national arrivait au pouvoir, il appliquerait son programme, je suppose. C'est-à-dire qu'il raccourcirait à la frontière 4 millions de Français musulmans. Cela provoquerait des tensions énormes. On ferait la chasse à tout ce qui est maghrébin, comme on le fait à Mantec-la-Jolie en ce moment. On s'attaquerait donc à une partie de notre population. Ceci créerait des tensions insupportables pour la société française», a déclaré Jean-Christophe Cambadélis. Le premier secrétaire du PS évoque ce risque de «guerre civile» dans un livre (A gauche, les valeurs décident de tout, Plon) paru jeudi. «Nous sommes à la veille des élections régionales. Si la gauche avance divisée, c'est la droite qui va l'emporter et l'extrême droite qui va s'imposer. Nous sommes ensemble dans les exécutifs régionaux partout, les écologistes, les socialistes, parfois les communistes ou autres. Je ne vois pas pourquoi nous devrions nous diviser dans ces élections», a par ailleurs déclaré Jean-Christophe Cambadélis. «Nous sommes dans une phase de fragmentation et je le regrette. Car plus la gauche est divisée, plus la droite et l'extrême droite dominent. J'appelle l'ensemble des formations politiques de gauche à réfléchir à cette équation», a-t-il insisté. Mais au-delà de cet appel à l'endroit des partis de gauche, qui se sont petit à petit distancés du PS durant le mandat de François Hollande, c'est bien les électeurs français que Cambadélis essaie d'influencer et surtout de culpabiliser, plutôt que de convaincre et de prouver qu'un vote pour son parti serait la meilleure option pour eux. Décidément les socialistes français semblent désormais incapables de provoquer le moindre engouement et se retrouvent obligés d'user de la menace et de l'alarmisme le plus primaire pour persuader les électeurs de ne pas les désertir en 2017. Une tâche que beaucoup d'observateurs qualifient d'ailleurs d'ores et déjà de peine perdue. F. M.

Thalys Hollande décerne la Légion d'honneur aux «héros» américains et britannique

François Hollande a décerné hier matin la Légion d'honneur aux trois jeunes Américains et au Britannique du Thalys Amsterdam-Paris dont le «courage» a permis d'éviter «une tragédie» face à Ayoub El Khazzani qui tentait d'ouvrir le feu à la kalachnikov.

De leur côté, les enquêteurs continuent à interroger l'assaillant, un Marocain de 25 ans, fluët et de taille moyenne, qui a passé sa troisième nuit en garde en vue. Il nie tout acte terroriste et avance une tentative de braquage, version balayée par les enquêteurs comme par les passagers américains. Sa garde à vue peut durer jusqu'à ce soir. «Depuis vendredi, les Français admirent votre courage, le sang-froid dont vous avez fait preuve, la solidarité qui vous a permis, à mains nues – je dis bien à mains nues – de maîtriser un individu surarmé et prêt à tout», a déclaré le chef de l'État lors d'une réception à l'Élysée, à laquelle assistaient le Premier ministre belge Charles Michel et l'ambassadrice des États-Unis en France, Jane Hartley.

«Votre héroïsme doit être un exemple pour beaucoup et une inspiration. Face au mal qui est là et qui s'appelle le terrorisme, il y a un bien qui est celui de l'humanité. C'est celui que vous incarnez», a également dit, empruntant une rhétorique très américaine, M. Hollande, entouré des quatre «héros». Décontractés en polo de couleur, les jeunes

Américains devenus héros planétaires – Spencer Stone, 23 ans, Alek Skarlatos, 22 ans, deux soldats en vacances, et leur ami Anthony Sadler, 23 ans – et le Britannique Chris Norman, 62 ans, en costume clair, ont ensuite été solennellement faits chevaliers de la Légion d'honneur par le chef de l'État.

«Si un jour on m'avait dit que j'allais être décoré de la Légion d'honneur, je vous aurais dit que ce n'est pas possible», a déclaré M. Norman sur le perron de l'Élysée. «Je ne suis pas sûr que ce soit de l'héroïsme. C'est ce qu'il fallait faire dans une situation de survie», a-t-il dit.

Auparavant, M. Hollande avait aussi rendu hommage au passager français ayant dès le début tenté de neutraliser le jeune islamiste – un diplômé de l'Edhec de 28 ans travaillant pour une banque française à Amsterdam et qui souhaite garder l'anonymat – ainsi que le Franco-américain, Mark Moogalian, 51 ans, blessé par balle pendant l'attaque et toujours hospitalisé à Lille. Ils recevront eux aussi la plus haute distinction française ultérieurement, selon l'Élysée.

Outre ces six hommes, les autorités saluent également le rôle joué par un autre Français. Il s'agit d'un agent de la SNCF en congé au moment des faits, dont Spencer Stone a dit dimanche qu'il avait aidé à maîtriser El Khazzani. De très nombreux médias étaient présents à l'Élysée pour couvrir la cérémo-

nie à laquelle assistaient également le Premier ministre Manuel Valls, plusieurs ministres ainsi que le président de la SNCF Guillaume Pepy, des élus locaux, des représentants des services de police et de secours et des médecins.

Face aux enquêteurs, Ayoub El Khazzani, pourtant fiché pour son profil d'islamiste radical par les services de renseignement de quatre pays (Espagne, France, Allemagne, Belgique), assurait toujours dimanche avoir trouvé fortuitement la kalachnikov dans une valise dans un jardin public près de la gare de Bruxelles-midi où, SDF, il dort. Il aurait, raconte-t-il, eu l'idée de s'en servir pour détrousser les passagers du Thalys, selon une source proche de l'enquête.

Il était «méduché du caractère terroriste attribué à son action», a déclaré l'avocate qui l'a assisté aux premières heures de sa garde à vue à Arras, avant son transfert dans les locaux de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), près de Paris. Elle a dépeint un homme «squelétique», «peu instruit» et «paumé». Le père de l'assaillant, Mohamed El Khazzani, qui vit à Algeciras (Espagne) et n'a pas parlé à son fils «depuis plus d'un an», l'a décrit comme «un bon garçon» qui travaillait dur. Il «ne parlait jamais politique; juste de football et de pêche», a-t-il raconté au journal britannique «The Telegraph».



Samir Messaoudi, dinandier d'art

«La population doit être sensibilisée par la valeur de notre patrimoine»

La dinanderie d'art est un métier de nos ancêtres. Aujourd'hui, il est en voie de disparition si les autorités concernées par la préservation du patrimoine culturel et historique ne prennent pas des mesures urgentes pour encourager ces artistes-artisans à poursuivre leurs activités. Pour le dinandier d'art Samir Messaoudi, la population doit être aussi sensibilisée quant à la valeur de ce patrimoine.

Par Abla Selles

La dinanderie d'art est un métier qui est en voie de disparition si les autorités concernées par la protection de ce patrimoine ancestral ne prennent pas en charge sa préservation. Ce métier qui est souvent transmis d'une génération à une autre par la voie familiale compte aujourd'hui peu d'artisans professionnels par manque de centres de formation et le manque de sensibilisation quant à sa valeur historique, culturelle et sociale. «Je pense que le peu de dinandiers d'art qui restent méritent une prise en charge ou une décision concrète pour protéger ce patrimoine qui est en voie de disparition. Ce métier a une valeur historique et culturelle et on ne doit pas le laisser disparaître», déclare Samir Messaoudi, dinandier d'art à Alger.

Ce métier qui est avant tout



PH. D. R.

une passion pour la plupart des dinandiers d'art existe dans peu de quartiers. «Depuis quelques années, on remarque une vraie concurrence entre les dinandiers d'art à créer des œuvres uniques et de valeur. Aujourd'hui,

ce n'est plus le cas, les gens veulent gagner leur vie, ce qui n'est pas évident avec ce métier», ajoute notre intervenant. A propos de la disponibilité de la matière première, Samir Messaoudi affirme que la dispo-

nibilité de la matière première n'a jamais posé de problème. Par contre, «la source de nos ennuis est la cherté de la matière première. En plus il y a le pouvoir d'achat des citoyens qui ne leur permet pas d'acheter des choses de grande valeur», explique-t-il. D'ailleurs, «les œuvres de grande valeur on les réalise par commande. Je ne peux pas mettre en vente une œuvre de 80 000 DA, par exemple, et attendre un client pour l'acheter. Cela peut durer des années avant de voir quelqu'un payer son prix», ajoute-t-il. Quant à la bonne période de vente, ce dinandier d'art affirme que la plupart de ses œuvres sont vendues en été. «En été, il y a des gens qui aiment offrir des cadeaux particuliers. D'autres achètent nos produits pour la décoration de leurs maisons. Il y a aussi les étrangers et les émigrés qui aiment prendre des souvenirs d'Algérie».

Interrogé sur les clients qui achètent dans sa boutique, Samir Messaoudi précise qu'il y a des clients fidèles comme une dame de Bab El Oued qui travaille sur une collection d'animaux. «Cette dame vient à chaque fois prendre des statues d'animaux de différentes dimensions. C'est une passion pour elle». Il y a aussi des clients de passage et qui sont attirés par la beauté d'une œuvre. «Peu d'entre ce genre de clients connaissent la valeur de nos œuvres. Cependant, il y a des gens qui connaissent très bien la valeur de chaque œuvre et choisissent des pièces uniques», ajoute notre interlocuteur soulignant que «la population doit être sensibilisée quant à la valeur de ce patrimoine». A.S.

En soutenant la population du Sahara occidental

L'Algérie propose un programme de formation dans le domaine culturel

L'Algérie entend soutenir la République arabe sahraouie démocratique (RASD) dans le secteur culturel à travers la mise en place d'un programme de formation incluant divers domaines d'art, a indiqué dimanche à Alger le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. S'exprimant à l'issue d'une audience qu'il a accordée à son homologue sahraoui, Khadija Hamdi, M. Mihoubi a fait part du soutien de son département à la culture sahraouie à travers notamment la «réactivation» des accords bilatéraux précédemment

conclus dans ce domaine. Le ministre a précisé également que ce soutien consiste en l'amélioration de la prestation des établissements culturels sahraouis notamment dans le théâtre et le cinéma. Il a rappelé que l'Algérie œuvre toujours à renforcer ses relations avec la RASD, notamment dans le domaine culturel. Cette volonté, a-t-il ajouté, se traduit par l'appel lancé par des intellectuels algériens pour participer aux manifestations culturelles organisées dans les camps des réfugiés sahraouis. M. Mihoubi a affirmé,

à ce propos, que son département réfléchissait à organiser en 2016 une «caravane culturelle algérienne» pour marquer la célébration du 40^e anniversaire de la proclamation de la RASD en 1976. Pour sa part, le ministre de la Culture sahraoui, Khadija Hamdi, a témoigné de sa reconnaissance à l'engagement de l'Algérie en faveur de la cause sahraoui, la qualifiant de «référence» dans le soutien des peuples en lutte pour le recouvrement de leur souveraineté.

F.H.

Concours national de poésie melhoun à Mostaganem

Trois candidats de Ghardaïa participent en langue amazighe

Trois concurrents de la wilaya de Ghardaïa participeront dimanche à Mostaganem avec des œuvres en tamazight au concours national de la poésie melhoun dans le cadre de la 3^e édition du festival national dédié à ce genre populaire, a-t-on appris samedi des organisateurs. Trois candidats concourront en tamazight parmi les 25 poètes venus de diverses régions programmés au titre de cette compétition. Le poète et

chercheur Cheikh Yacine Chalal, membre du comité d'organisation de ce rendez-vous culturel dédié au chantre du melhoun cheikh Lakhdar Benkhelou, a précisé à l'APS que ces candidats viennent des wilayas de Tindouf, Béchar, El Oued, Biskra, Oran, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Sétif, Alger, M'sila, Mostaganem, Relizane et Tiaret. Le concours vise à faire connaître la richesse et la diversité du patrimoine melhoun algé-

rien dans ses diverses expressions comme «El Hassani», «El Hadi», «El Bedoui», «El M'redef» et autres genres propres à certaines régions du pays. Le concours, doté de plusieurs prix, a pour but également la découverte de jeunes talents versés dans ce genre puisant ses racines dans le patrimoine ancestral du pays.

Le jury, composé de poètes et d'universitaires spécialistes dans la poésie populaire, devra dési-

gner, mercredi, à la clôture du festival, les trois lauréats du concours.

Le festival, ouvert jeudi soir, se poursuit avec des récitals poétiques, une exposition-vente de livres édités par l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag) de Réghaïa, une exposition de l'artiste peintre El Hadj Bouferma, ainsi que la projection de documentaires dédiés au melhoun.

L.B.

Festival culturel national du théâtre pour enfants à Khenchela

Une ambiance joyeuse

La 8^e édition du festival culturel national du théâtre pour enfants ouvert jeudi dernier à Khenchela continue dans une ambiance joyeuse à la maison de la culture Ali-Souaïhi, a-t-on constaté. La troupe «Lumières du théâtre» de Khenchela, qui a présenté une pièce intitulée «Voyage sous les lumières», a livré un spectacle de qualité devant le

jeune public venu nombreux à l'ouverture de cet événement. Ce festival vise, en plus de sa dimension récréative, à cultiver l'expression théâtrale chez l'enfant et permet de rapprocher les enfants de différentes wilayas pour promouvoir les échanges, a indiqué à l'APS la commissaire du festival et directrice de la culture, Sabina Tahrat. La manifes-

tation qui sera clôturée cet après-midi a proposé un riche programme animé par des troupes de neuf wilayas, représentées par des coopératives et des théâtres régionaux, un programme dans lequel figurent les pièces «Ali Baba» et «Bayad Ethaldji». Pas moins de 140 enfants bénéficieront d'ateliers d'initiation et d'apprentissage

des techniques théâtrales, l'expression vocale et corporelle, la réalisation et l'animation, dans le cadre de ce festival qui prévoit également un séminaire sur «l'esthétique de la cinématographie dans le théâtre pour enfants», encadrés par plusieurs chercheurs algériens et étrangers spécialisés dans ce domaine, a-t-on signalé.

M.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de verdure Saïd-Mekbel de Riad El Feth
Jusqu'au 27 août :
Festival international de la musique Diwane

Parking du Centre Commercial Ardis
Jusqu'au 31 août :
Cirque Amar propose des spectacles pour enfants et adultes

La salle de cinéma Cosmos de Riadh el Feth
Jusqu'au 31 août :
Une double programmation filmique qui touchera deux publics, une pour les enfants et une autre pour les plus grands

Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès
Jusqu'au 28 août :
Festival national de la chanson raï

Maison de la culture de Khenchela
Jusqu'au 25 août :
Festival national du théâtre pour enfants

Théâtre régional de Mostaganem
Jusqu'au 26 août :
Festival national de la poésie melhoun

Maison de la culture de Béjaïa
Du 25 au 30 août
Festival local de la musique et de la chanson kabyles
Palais de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 15 septembre
Exposition rétrospective du peintre Bachir Belounis

Coup-franc direct



La logique de Raouraoua

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, serait, nous dit-on, très en colère contre l'ancien cameraman et analyste de la FAF, Bixi qui aurait emporté toute l'archive des matchs de l'équipe nationale avec lui en se rendant au Qatar où il est établi et y travaille. Il l'aurait sommé de rendre cette précieuse archive pour que le sélectionneur national, Christian Gourcuff, puisse l'utiliser et lui aurait même adressé une mise en demeure. Cependant, comment cela se fait-il qu'une seule personne détient à lui seul toute l'archive de l'équipe nationale et que la FAF n'en détient pas une copie ? Cela prouve encore une fois que les choses ne marchent pas comme il faut dans cette bâtisse qui est la FAF étant donné que toute personne peut faire dans la rétention en cas de mésentente avec le premier responsable de cette structure. Est-il possible qu'un seul homme puisse laisser courir tout le monde et détienne des informations importantes sur la sélection nationale sans qu'aucun ne daigne le stopper ? Logiquement et avant tout départ chaque employé qui détient un bien de la FAF devrait faire la passation de consignes avec son successeur ou à défaut avec un employé de la Fédération en attendant la nomination de son remplaçant, mais il semble que cela n'est pas l'apanage de la FAF dont le président a sa propre logique et sa propre conception des choses. **M. M.**

Zeffane

«J'avais à cœur de réaliser un bon match contre Lyon»

Linternational algérien du Stade Rennais, Mehdi Zeffane, titularisé pour la 1^{re} fois par l'entraîneur Philippe Montanier contre son ancienne équipe l'OL (2-1), n'espérait pas un meilleur scénario à l'occasion de son retour au stade Gerland. «C'est clair que je ne pouvais pas rêver d'un meilleur retour», reconnaît l'ancien Lyonnais. «J'avais à cœur de réaliser un bon match et on a tous été à la hauteur. Je découvre un très bon groupe et je pense que l'on peut réaliser une belle



saison», a-t-il ajouté au site officiel du club. Zeffane, fraîchement arrivé cet été de Lyon, a réalisé une performance «exceptionnelle» contre son ancien club, selon le site officiel du Stade de Rennes, en délivrant une passe décisive à Pedro Henrique et en marquant d'une superbe frappe le 2^e but stadiste. Zeffane a signé le 12 août dernier un contrat de 4 ans avec le Stade Rennais. Formé à l'OL, le défenseur algérien est allé chercher du temps de jeu loin de son club de cœur.

Championnat d'Afrique de boxe (seniors messieurs) : L'Algérie perd le titre africain à Casablanca



La sélection algérienne de boxe (seniors messieurs), avec sept médailles (4 or, 2 argent et 1 bronze), a perdu son titre africain au profit du Maroc, à l'issue des finales du 19^e championnat d'Afrique de boxe qui a pris fin dimanche au Complexe sportif Mohamed V de Casablanca (Maroc). La sélection algérienne masculine de boxe termine ainsi l'aventure de Casablanca vice-championne d'Afrique derrière le Maroc, pays organisateur, qui a remporté cette édition avec huit médailles (5 or, 2 argent et 1 bronze). Les médailles d'or algériennes sont l'œuvre de Mohamed Flissi (52 kg), Reda Benbaaziz (60 kg), Abdelkader Chadi (64 kg), Abdelhafid Benchebla (81 kg), Chouaib Bouloudinat (91 kg) et Mohamed Grimes (+91 kg) remportent l'argent, alors que la médaille de bronze est revenue à Litim Khakli (56 kg). Le public présent au Complexe sportif Mohamed V a dû attendre les deux derniers combats de la soirée pour connaître le non du vainqueur de cette 19^e édition dont le duel algéro-marocain a fait sensation jusqu'au dernier round de cette dernière journée des finales. Après avoir remporté les quatre premières médailles d'or, grâce à Mohamed Flissi (52 kg), Reda Benbaaziz (60 kg), Abdelkader Chadi (64 kg) et Abdelhafid Benchebla (81 kg), la moisson algérienne s'est arrêtée dans les deux derniers duels face aux Marocains.

L'arbitrage prive l'Algérie du titre africain

En arrivant au huitième round qui a opposé Chouaib Bouloudinat au Marocain Abouhamada Abdeljaïli, l'Algérie comptait quatre médailles d'or contre trois pour le Maroc. Une victoire de Bouloudinat allait donner la cinquième médaille d'or, synonyme du titre africain. «Aujourd'hui, nous avons assisté à un scénario purement monté par les arbitres présents à cette édition qui ont privé Chouaib Bouloudinat d'une victoire réelle. Il menait largement son combat face au Marocain, mais les juges-arbitres en ont décidé autrement», a déclaré à l'APS, Rabah Hamadache. Dans le dernier duel de cette journée des finales, Mohamed Grimes (+91 kg) a perdu face au Marocain, Mohamed Arjaoui. L'Algérien, un boxeur très talentueux et intelligent sur le ring, a dominé son adversaire dans les deux premiers rounds, avec des coups nets et précis. «Nous avons également été surpris par la décision des juges-arbitres à la fin du combat de Grimes qui a montré toutes ses qualités de puncheur devant un boxeur marocain méconnaissable. Au départ de cette édition, je craignais l'arbitrage, finalement j'avais raison», a ajouté Hamadache. Pour ce championnat d'Afrique de boxe, six algériens sont qualifiés pour les championnats du monde, prévus du 8 au 18 octobre à Doha (Qatar) qui sont, à leur tour, qualificatifs aux jeux olympiques de Rio De Janeiro au Brésil 2016. Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), de Reda Benbaaziz (60 kg), d'Abdelkader Chadi (64 kg), d'Abdelhafid Benchebla (81 kg), de Chouaib Bouloudinat (91 kg) et Mohamed Grimes (+91 kg).

Mise à jour du championnat de la Ligue 1 / USMA-ESS Les Algérois veulent refaire le coup de la Coupe d'Afrique

L'USM Alger recevra cet après-midi l'Entente de Sétif au stade Omar-Hammadi de Bologhine dans le cadre de la mise à jour de la seconde journée du championnat national de Ligue Une.

Par Mahfoud M.

Galvanisé par son succès (3-0) contre cette même équipe de l'Entente le week-end dernier lors de la phase des poules de la Ligue des champion africaine, la formation de Soustara tente de refaire le coup et empêcher les trois points de la victoire et se racheter ainsi après son faux pas lors de la première journée face NAHD.

La brillante victoire de vendredi dernier ne peut que motiver davantage les coéquipiers de Meftah pour remporter cette rencontre et provoquer le déclic afin de se relancer. Un match dans lequel ils seront appelés à confirmer leur retour en force.

Les Usmistes n'auront donc pas d'autre choix que de l'emporter s'ils veulent rejoindre bien sur les formations du haut du tableau sachant que le CSC compte déjà six point en



PH. > D. R.

enchaînant deux victoires de suite. Les Rouge et Noir ont fait taire leurs détracteurs et ont surtout prouvé qu'ils ont un fort caractère.

De leur côté les capés de Kheiredine Madoui ne se présenteront certainement pas en victime expiatoire.

Malgré la fatigue qui tarade l'effectif sétifien qui n'a pas pris de repos depuis presque quatre années à cause de ses participations aux différentes joutes internationales, l'Aigle Noir, doit puiser dans ses réserves pour sortir un grand match et renouer avec la victoire.

Une mission qui s'annonce difficile pour les camarades de Delhoum, devant une équipe algéroise qui pète la forme en ce début de saison.

M. M.

CAN2017 (qualifications-2^e journée) Lesotho-Algérie : Gourcuff animera demain un point de presse

Les préparatifs de la sélection algérienne de football en prévision de son match face au Lesotho pour le compte de la deuxième journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017 seront au menu de la conférence de presse du sélectionneur Christian Gourcuff, mercredi à 11h00 à l'OCO Mohamed-Boudiaf d'Alger (stade du 5 juillet).

Le coach des Verts qui n'a pas encore dévoilé la liste des joueurs retenus pour prendre part au stage prévu à Pretoria (Afrique du Sud) à partir du 31 août, devrait expliquer ses choix de joueurs ainsi que le pro-



gramme de travail des partenaires de Yacine Brahimi jusqu'au jour du

match prévu le 6 septembre à Maseru.

Les Verts sont co-leaders du groupe J avec l'Ethiopie (3 pts) mais avec une meilleure différence de buts (+4 contre +1 pour les Ethiopiens). L'équipe algérienne s'était largement imposée contre les Seychelles (4-0) le 13 juin dernier au stade Mustapha Tchaker (Blida) lors de la première journée, tandis que l'Ethiopie a disposé du Lesotho (2-1) à Addis Abeba.

Le premier du groupe se qualifiera directement pour la phase finale de la CAN-2017 prévue au Gabon.

Djabbou :

«J'ai des contacts avec des clubs algériens, tunisiens, et au Golfe»

Le milieu international algérien Abdelmoumen Djabbou, dont le contrat avec le Club Africain (Ligue 1 tunisienne de football) a expiré le 30 juin 2015, a affirmé qu'il était en contact avec des clubs algériens, tunisiens, et du Golfe, soulignant qu'il choisirait sa future destination une fois rétabli de sa blessure au genou. «J'ai des contacts avec des clubs algériens, tunisiens, et au Golfe.

Mon genou n'est pas encore guéri. C'est seulement quand je serai rétabli et bien dans ma tête que je choisirai ma future équipe», a indiqué Djabbou samedi soir lors de l'émission «Dawri El-Mouhtarifine» sur la chaîne de télévision nationale.

Opéré le 7 mai dernier à Tunis des ligaments croisés, le joueur algérien sera de retour sur les terrains fin 2015. «A l'heure actuelle, une chose est sûre : je suis libre de tout contrat»,



a-t-il souligné. Annoncé de retour chez son ancien club l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie) ou en négociations pour prolonger son contrat avec le Club Africain, Djabbou n'est finalement pas encore fixé sur son avenir. Agé de 28 ans, Djabbou a disputé la saison dernière, 18 matchs en championnat de Ligue 1 tunisienne et marqué 8 buts, contribuant au titre de champion remporté par les clubistes.

Coupe de la Confédération L'ES Sahel de Bounedjah en demi-finale

L'ES SAHEL de l'algérien Baghdad Bounedjah a validé son billet pour les demi-finales de la Coupe de la Confédération de football, après avoir fait match nul avec le Stade Malien (1-1), dimanche à Bamako lors de la 5^e journée du Groupe A. La formation tunisienne avait besoin d'un point pour se qualifier au prochain tour de la compétition. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Khali Bengoura (57') ES Sahel. Coulibaly (90+2) pour le Stade Malien. Avec 10 points au compteur après cinq journées, l'ES Sahel rejoint Al Ahly d'Egypte en tête de groupe. Les Egyptiens s'étaient imposés contre l'ES Tunis (1-0) samedi à Rades (1-0) dans l'autre match du groupe. Dans l'autre groupe, le Zamalek et Orlando Pirates ont validé leur billet pour les demi-finales.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

PROFILS

De la derja et du débat sur son introduction à l'école

Par Sid Ali Ouzerrouk

Le débat sur la derja à l'école remet en place la vieille et démodée querelle entre idéologues et pédagogues, même si, la frontière entre les deux a toujours été très étroite. L'histoire de notre pays en a fait un point très sensible et un gros abcès de fixation.

Pourtant on dit souvent que la connaissance des réalités porte au réalisme et la question de la langue d'enseignement est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux seuls politiques. Il faut croire que le fait qu'elle leur ait été abandonnée depuis les premières années de l'indépendance ait, pour de nombreuses raisons contribué à mettre l'enseignement dans l'état dans lequel il est. Un autre abandon est à relever, celui de la derja elle-même. Mostefa Lacheraf avait pourtant alerté, dans un de ses ouvrages, de l'importante et urgente nécessité de préserver la norme de la langue populaire. La rue, la famille et le quartier sont également des espaces d'enseignement. Le fait de l'avoir quelque peu oublié a jeté le discredit sur la langue populaire et partant sur tout ce qu'elle porte comme savoir et par conséquent comme pouvoir.

Le débat sur la possibilité d'enseigner, durant les premières années de l'école une langue qui est la plus proche possible de la langue maternelle, ne date pourtant pas d'aujourd'hui. Au milieu des années 70, les courants modernistes qui avaient soutenu les luttes des étudiants pour l'arabisation revendiquaient un enseignement de l'arabe algérien comme élément indispensable à la promotion d'une culture populaire, ce qui permettrait à l'ensemble des Algériens un accès égal à la culture et au savoir.

L'idée de produire des espaces de liberté et de promotion de la culture, arrachés à l'élitisme et aux lois du marché pouvait être une démarche utopique mais elle portait en même temps le rêve de la voir élargie à l'ensemble de la société.

Extraire le débat sur la derja du champ politique est en réalité une utopie. Le pédagogue lui-même, voire l'enseignant est une personnalité politique, dans le sens où il constitue une autorité, une sorte de juge en matière de correction linguistique.

Autant poser le problème en termes politiques, voire socio-économiques : quel serait le retour sur investissement d'une telle démarche ? Quels profits vont être tirés de ce choix pédagogique ? Quelles garanties aura-t-on en matière de qualité de la formation et partant de la possibilité de faire de meilleures études supérieures ?

Les parents d'élèves sont de ce point de vue moins enclins à se braquer dans des positions purement idéologiques. Dans une étude sur la perception des langues étrangères, réalisée à la fin des années 90, les personnes interrogées, toutes situations socioprofessionnelles et idéologiques confondues, demandaient l'enseignement des langues étrangères, notamment du français dès la deuxième année scolaire et ce sur la base que cela aiderait les élèves à faire de meilleures études et à être plus compétitifs sur le marché du travail.

Une telle démarche se base aussi sur l'idée que l'école devrait donner non des leçons mais des armes. De même que la recherche doit fournir des instruments pour comprendre et interpréter les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui ont l'expérience du terrain.

S. A. O.

Mariage de Jennifer Aniston et de Justin Theroux

La lune de miel vire au drame

ILS AVAIENT tout prévu et pourtant leur lune de miel a viré au cauchemar. Jennifer Aniston et Justin Theroux se sont envolés destination Bora Bora après leur mariage à Los Angeles. Ils avaient convié des amis pour se joindre à eux et profiter de l'étendue de sable fin. Mais l'une de leurs convives a été retrouvée sans vie sur la plage. Elle se serait noyée lors d'un bain de minuit. A peine mariés, Jennifer Aniston et Justin Theroux ont convié quelques amis triés sur le volet à venir partager des moments de détente sur l'île de Bora Bora. Mais le séjour des deux stars a viré au cauchemar. L'une des invitées a été retrouvée sans vie sur la plage. Après leur mariage surprise dans leur villa de Beverly Hills au début du mois d'août, Jennifer Aniston, qui a joué pendant 10 saisons «Rachel» dans «Friends», a décidé de convoler avec son époux sur une île paradisiaque. Les deux comédiens ont, pour l'occasion, demandé à quelques convives de la cérémonie de se joindre à eux pour profiter de l'eau turquoise et de la plage de sable fin de Bora Bora. Mais la fête ne s'est pas passée comme prévue. Carmel Musgrove, une femme de 28 ans amie du couple, est morte lors de ce séjour. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'assistante du producteur Joel Silver aurait pris un bain de minuit. Seule dans l'eau, elle se serait noyée. Son corps ne portait aucune trace de violence quand il a été retrouvé sur la plage.

R.G./agences



LES HARRAGA DÉTERMINÉS À ALLER JUSQU'AU BOUT DE LEUR RÊVE



Djalou@hotmail.com

Vertigineuse flambée des fruits et légumes dans la vallée de la Soummam

Des habitants ferment la route du marché de gros à Akbou

Les habitants du quartier du marché situé à Arafou ou quartier «Hibouche», dans la commune d'Akbou, ont fermé depuis cinq jours consécutifs la route menant au marché de gros communal.

Par Hocine Cherfa

La cause: ils dénoncent la dégradation du cadre de vie dans le quartier et les conséquences déplaisantes du marché et l'activité commerciale sur la vie dans cette cité. Ils réclament la réalisation d'un réseau de voirie, pour mettre fin à la stagnation des eaux usées, le réaménagement de la route dégradée par le passage incessant des poids lourds, le respect des horaires de travail par les commerçants grossistes qui gênent les habitants, la fin du squat des trottoirs et aussi l'hygiène dans le quartier. Une plateforme de revendications comportant une quinzaine de points a été élaborée et remise à qui de

droit. Le blocage de cette route a provoqué une rupture sans précédent de l'approvisionnement des marchés et magasins des produits agricoles (fruits et légumes) et une augmentation vertigineuse des prix de ces produits. A titre d'exemple, la courgette est fixée hier par de rares marchands activant sur les abords de la RN 26 dans la Soummam à 160 DA, la carotte à 120 DA, la pomme de terre à 60 DA, etc. Certains produits sont introuvables sur les étals. Hier, les autorités locales ont invité les mécontents au dialogue pour éviter que la situation ne se corse. La colère des habitants est perceptible toujours. L'adjoint au maire Arezki

Iskounène, nous a dit hier: «Nous sommes réunis mais ils ont beaucoup d'interlocuteurs et chacun avance des revendications». Mais, dit-il «nous avons envoyé une commission mixte hier après plusieurs réunions avec eux pour le choix d'un terrain pour la réalisation d'un stade, l'installation d'un panneau de signalisation «sens interdit», le réaménagement du réseau d'assainissement, la suspension d'un branchement d'une promotion immobilière au réseau des eaux usées du quartier, etc.. Cependant, ajoute-il, «nous ne pouvons pas exiger des commerçants de gros de ne pas ouvrir leurs magasins à 5h du matin».

H. C.

Après l'attentat déjoué du Thalys

Une mosquée incendiée en France

Un incendie a fortement endommagé la mosquée d'Auch, dans le sud-ouest de la France, dans la nuit de samedi à dimanche, et une enquête a été ouverte pour savoir s'il s'agit d'un accident ou d'un acte criminel, a déclaré le procureur de la République, a-t-on indiqué de source judiciaire. Dans un communiqué, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, souligne que «l'enquête ouverte sous l'autorité du parquet devra déterminer les causes exactes de ce sinistre. Les premières constatations conduisent cependant à ne pas écarter d'emblée son origine malveillante». Le ministre de l'Intérieur «apporte son entier soutien à la communauté musulmane et l'assure de la pleine mobilisation des services de police pour faire toute la lumière sur ces faits». Le feu, qui s'est déclaré vers 3h30 du matin dans un bâtiment vide, n'a pas fait de victimes, selon les pompiers et le procureur, Pierre



Aurignac. Le toit s'est effondré, et la petite mosquée située en centre-ville est détruite à 70 %, a précisé le procureur. Des travaux liés à l'agrandissement du lieu de culte étaient en cours et le feu a pris à proximité de cette zone, dans une salle menant à la salle de prière, a-t-il ajouté à l'agence française AFP. «Je voudrais tirer ça au clair étant donné le contexte des événements récents en matière de terrorisme islamiste», a ajouté M. Aurignac. En janvier, des lardons avaient été jetés

contre la façade de la mosquée. La France, où vit la plus grande communauté musulmane d'Europe, avec quelque cinq millions de membres, a connu 274 actes et menaces antimusulmans au premier semestre 2015, a annoncé l'Observatoire national contre l'islamophobie (ONCI) vendredi 17 juillet. Un chiffre en hausse de 281 % par rapport à la même période l'an dernier, au cours de laquelle 72 actes antimusulmans avaient été répertoriés.

R.I.